



Arrêt

n° 273 148 du 24 mai 2022
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître E. LUNANG
Avenue d'Auderghem, 68/31
1040 BRUXELLES

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VIIIÈ CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 décembre 2021, par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de refus de visa, prise le 29 novembre 2021.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la Loi ».

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 6 janvier 2022 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 8 mars 2022 convoquant les parties à l'audience du 26 avril 2022.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me E. LUNANG, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me G. VAN WITZENBURG *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le 16 juin 2021, le requérant a introduit, auprès de l'ambassade belge à Yaoundé, une demande de visa en vue de poursuivre des études en Belgique.

1.2. En date du 29 novembre 2021, la partie défenderesse a pris une décision de rejet de la demande visée au point 1.1. du présent arrêt. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Considérant que l'intéressé introduit auprès du poste diplomatique belge compétent pour son lieu de résidence une demande d'autorisation de séjour provisoire en Belgique sur base d'une attestation émanant d'un établissement d'enseignement privé ;

considérant que ce type d'enseignement ne dépend pas des articles 58 à 61 de la loi du 15/12/1980 mais est régi par les articles 9 et 13 de la même loi ;

considérant que dès lors on ne peut parler de compétence liée mais bien d'une décision laissée à l'appréciation du délégué du ministre ;

considérant qu'après analyse du dossier, le délégué du ministre estime que rien dans le parcours scolaire/académique de l'intéressé ne justifie la poursuite de la formation choisie en Belgique et dans un établissement privé ; et ce alors même que des formations de même nature et dans le même domaine d'activité, publiques ou privées, non seulement existent au pays d'origine mais y sont de plus, mieux ancrées dans la réalité socio-économique locale ;

en conséquence la demande de visa est refusée ».

2. Exposé du moyen d'annulation

2.1. La partie requérante prend un moyen unique «

- de la violation des articles, 9 et 13 de la [Loi] ;
- De la violation de la circulaire du 01/09/05 modifiant la circulaire du 15/09/98 (enseignement supérieur privé) ;
- des articles 1 à 5 de la loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs-du défaut de motivation ;
- de l'erreur manifeste d'appréciation et [du] devoir de minutie et de soin ».

2.2. Elle reproduit un extrait de la motivation de la décision querellée et elle soutient que la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation formelle, dont elle explicite en substance la portée. Elle développe que « En l'espèce, le requérant soutient que la décision de la partie adverse est illégale et dénuée de toute motivation adéquate pouvant lui permettre de comprendre les circonstances de fait et les éléments de droit qui ont fondé pareille décision. Une motivation adéquate et pertinente dans pareille justification aurait [imposé] a minima d'expliquer pourquoi le parcours scolaire/académique de l'intéressé ne justifie [pas] la poursuite de la formation choisie en Belgique et dans un établissement privé. La partie adverse reste également en défaut d'expliquer pourquoi l'inscription dans un établissement d'enseignement privé exclut la possibilité de suivre ses études en Belgique alors que de nombreux étudiants inscrits dans un établissement public et ayant postulé sur la base de l'article 58 de la [Loi] ont eu une décision favorable. Le requérant ne comprends pas cette discrimination et estime qu'il y a violation des articles 10 et 11 de la constitution belge qui consacre le principe d'égalité entre les administrés. Il ne comprend pas pourquoi on lui refuse le visa seulement parce qu'il aurait introduit sa demande de visa sur la base d'une inscription émanant d'un établissement privé. Bien que la décision soit laissée à l'appréciation du délégué du ministre, il n'en demeure pas moins vrai qu'elle doit être adéquatement motivée dès lors qu'il s'agit d'un acte administratif unilatéral à portée individuelle. Par ailleurs, le requérant soutient que la motivation de la partie adverse est erronée et disproportionnée dans la mesure où elle ne tient pas compte des réalités locales et se contente de déduire ou de supposer qu'il existerait des formations de qualité au Cameroun. Le requérant ne comprend également pas ce qui dans son parcours scolaire/académique l'empêche de poursuivre ses études en Belgique et dans un établissement privé. La partie adverse reste en défaut d'apporter la moindre preuve de l'existence dans le secteur public ou privé des formations en expertise en informatique et en cyber criminalité au Cameroun. Cette motivation est plate et ne répond pas au prescrit de la loi du [...] 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs. > De la régularité de l'inscription du requérant à l'école supérieure des technologies de l'information (l'école it) de Bruxelles en première année de Master expert systèmes informatiques pour l'année académique 2021/2022. Pour rappel et historiquement, en vertu de l'article 59 de la [Loi], seuls les établissements d'enseignement organisés, reconnus ou subsidiés par les pouvoirs publics sont habilités à délivrer l'attestation d'inscription requise pour obtenir une autorisation de séjour provisoire en vue d'effectuer des études en Belgique. Toutefois, la circulaire du 15 septembre 1998 relative au séjour de l'étranger qui désire faire des études en Belgique rappelle qu'il existe une dérogation à ce principe. Ainsi, certains établissements d'enseignement ne répondant pas aux exigences légales mentionnées ci-dessus, obtenaient annuellement une dérogation ministérielle depuis 1983. Une liste de ces établissements était établie chaque année. Le Ministre entendait de cette manière utiliser le pouvoir discrétionnaire que lui confèrent les articles 9 et 13 de la [Loi]. Un étudiant pouvait donc obtenir une autorisation de séjour en application des articles 9 et 13 de la [Loi] et ce, sur base d'une attestation d'inscription délivrée par un établissement d'enseignement supérieur privé. Depuis l'année scolaire ou académique 2004-2005, le Ministre a décidé de ne plus établir de liste limitative d'établissements privés

pouvant accueillir des étudiants étrangers avec pour conséquence que toute demande d'autorisation de séjour introduite sur base d'une inscription aux cours délivrée par un établissement d'enseignement supérieur privé est examinée dans le cadre des articles 9 et 13 de la [Loi]. La décision d'accorder ou de refuser une autorisation de séjour provisoire en vue d'effectuer des études en Belgique se base dorénavant uniquement sur un examen individualisé du dossier de l'étudiant demandeur. In species, le 07.06.2021, le requérant a obtenu une inscription à l'école supérieure des technologies de l'information (l'école it) de Bruxelles en première année de Master expert systèmes informatiques. Le 16.06.2021, il a introduit une demande d'autorisation de séjour provisoire à l'ambassade de la Belgique au Cameroun en application des articles 9 et 13 de la [Loi]. Le requérant est dès lors en droit d'introduire une demande d'autorisation de séjour étudiant sur base d'une attestation d'inscription délivrée par un établissement d'enseignement supérieur privé. Il convient de préciser que bien que cette autorisation de séjour est soumise à une appréciation discrétionnaire des critères énoncés supra par la partie adverse, force est de noter que son obligation de motivation de sa décision est renforcée et doit être plus détaillée. Concrètement, la circulaire du 15 septembre 1998 relative au séjour de l'étranger qui désire faire des études en Belgique a prévu une dérogation au principe énoncé par l'article 58 de la [Loi] tout en énumérant des critères objectifs permettant de délivrer une autorisation de séjour étudiant. En l'espèce, lors de l'introduction de sa demande d'autorisation de séjour à l'office des étrangers VISA, le requérant a joint les documents suivants à sa demande : - Une copie du passeport valide [muni] d'un visa ; Une inscription à l'école supérieure des technologies de l'information (l'école it) de Bruxelles en première année de Master expert systèmes informatiques ; - Une prise en charge « annexe 32 » dûment complétée et signée par son garant ; - L'extrait de casier judiciaire du requérant ; - Copie de son diplôme Baccalauréat ; - Copie du certificat médical - Lettre de motivation ou demande de VISA adressée à l'ambassadeur de la Belgique au Cameroun. Dès lors, Monsieur [T.L.] a produit tous les documents exigés par les articles 9 et 13 de la [Loi]. Il serait de bon droit de lui accorder l'autorisation de séjourner en Belgique pour la poursuite de ses études ; ce que la partie adverse s'est abstenue de faire. Le requérant estime qu'il y a violation des 9 et 13 de la [Loi] dans la mesure où la partie adverse s'est écartée du prescrit et des critères prévu[s] par le législateur pour l'octroi de l'autorisation de séjour [étudiant]. Ces critères sont les suivants : la capacité de l'étudiant à suivre un enseignement de type supérieur ; la continuité dans ses études ; l'intérêt de son projet d'études ; la maîtrise de la langue dans laquelle les cours sont donnés ; les ressources financières ; - l'absence de maladies ; - l'absence de condamnations pour crimes et délits. > En l'espèce, la partie adverse commet une erreur manifeste d'appréciation lorsqu'elle justifie sa décision en soutenant « que des formations de même nature et dans le même domaine d'activité, publiques ou privées, non seulement existent au pays d'origine mais y sont de plus, mieux ancrées dans la réalité socio-économique locale ». A la lecture du dossier administratif du requérant et plus précisément son questionnaire ASP rempli à l'ambassade lors de son audition, il appert qu'il a clairement expliqué les raisons qui justifient son choix de poursuivre ses études en Belgique et dans un établissement privé où il bénéficiera d'un encadrement de proximité en vue de l'obtention d'un diplôme de renommée internationale. La partie adverse se contente d'affirmer sans aucune preuve qu'il existerait des formations de même nature et dans le même domaine d'activité, publiques ou privées et qui sont mieux ancrées dans la réalité socio-économique locale. Alors même que le requérant a dans sa lettre de motivation rappelé qu'il existe certes des formations semblables dans son pays d'origine mais qu'elles sont de qualité approximatives et douteuses. Il soutient que : « Au Cameroun, plus précisément dans les universités publiques comme privées, nous avons un manque de structure[s] adéquates pour s'édifier et les formations sont plus théoriques que pratiques par rapport à celle[s] de l'étranger (Belgique) ; raisons pour laquelle, je suis en deuxième année et je ne sais encore rien faire de concret en réseau sécurité. Le requérant a clairement justifié son choix de venir étudier en Belgique et à l'école it de la manière suivante : Mon choix a été porté vers le Royaume de Belgique car il est réputé pour son niveau de recherche et d'excellence s'appuyant sur un réseau d'établissement d'enseignement supérieure à l'échelle international[e]. De plus, la formation est plus pratique que celle proposée dans mon pays ; la rigueur et la qualité du corps professoral font de l'école supérieure des technologies de l'information une opportunité de taille pour les étudiants étrangers tout en leur offrant un prestige sur le curriculum vitae. Cette école fait partie des écoles ayant le matériel adéquat et elle s'accroît sur une panoplie d'atelier pratique et de stage académique ». (Voir lettre de motivation page 2) Au regard de son excellent parcours académique, le requérant jouit d'une excellente capacité à suivre un enseignement de type supérieur comme le confirme son inscription dans les établissements supérieurs au Cameroun et en Belgique notamment à l'école supérieure des technologies de l'information, l'école it de Bruxelles. Désireux de poursuivre ses études supérieures à l'étranger et plus particulièrement en Belgique, le requérant a sollicité et obtenu une inscription à l'école supérieure des technologies de l'information, l'école it en première année de MASTER expert système informatique option cyber sécurité pour l'année académique 2021/2022. Une dérogation pour inscription tardive a été délivrée au requérant avec la possibilité de s'inscrire jusqu'au 15 mars 2022. Dans sa demande de VISA adressée à l'ambassadeur de la Belgique au Cameroun, le requérant a clairement expliqué qu'il souhaitait

obtenir un visa pour poursuivre ses études à l'école et tout en justifiant son choix pour la Belgique et un établissement privé. Le choix d'un établissement privé par le requérant était également justifié par la recherche de la qualité de l'enseignement dispensé dans un environnement [sain] et de proximité avec l'encadreur. Ce choix est justifié par la recherche d'un établissement où des enseignements de qualité sont dispensés par des enseignants de [...] qualité avec une combinaison de la théorie à la pratique. Une formation accompagnée des stages pratiques en entreprises précédés des séances de travaux pratiques, des établissements dotés d'infrastructures et de matériels mis à la disposition des étudiants. Le requérant justifie également d'une maîtrise de la langue française dans laquelle les cours sont donnés. Le français est sa langue maternelle ; langue avec laquelle il a effectué ses études depuis la maternelle jusqu'à l'université. Le projet d'étude du requérant est [clair] et précis, réaliste et sérieux tel qu'il ne laisse aucune place au doute quant à la réalité de son projet d'étude en Belgique. Il soutient que son séjour en Belgique vise exclusivement la poursuite de ses études supérieures dans la réalisation de son projet académique tel que présenté dans son dossier administratif et qu'il a parfaitement répondu aux questions lors de son passage à Viabel /Campus Belgique et ceci de manière précise et concise à l'exclusion de toute contradiction ou imprécisions. Qu'à la lecture de la décision querellée, il n'aperçoit pas en quoi son parcours scolaire/académique ne justifierait[t] pas la poursuite de la formation choisie en Belgique et dans un établissement privé. Une décision mieux motivée aurait précisé les éléments faisant défaut dans le parcours scolaire du requérant qui l'empêche de poursuivre ses études en Belgique. Soutenir qu'il existerait des formations de même nature dans le même domaine d'activité, publique ou privées non seulement qui existent dans son pays d'origine mais y sont de plus mieux ancrées dans la réalité socio-économique locale ne peut justifier une décision de refus de visa étudiant. De plus, le requérant soutient que le système éducatif de son pays d'origine ne permet pas la réalisation des études de qualité surtout dans le domaine de l'informatique et cyber sécurité. Au Cameroun les formations sont parachevées et essentiellement théoriques. Les programmes de cours sont peu intéressants et inadaptés à l'évolution du monde déjà au 21ème siècle. Contrairement à ce que soutient la partie adverse, les formations dispensées au Cameroun sont inadaptées au besoin du marché national et international de sorte que 80% des étudiants diplômés de ces universités sont des potentiels chômeurs. Pour éviter « d'étudier pour étudier », le requérant a choisi de saisir la chance qui lui a été offerte par son [établissement] afin de poursuivre ses études en Informatique de gestion et de réaliser son rêve. Au terme de ses études le requérant aura la possibilité de retourner dans son pays d'origine, le Cameroun pour mettre l'intégralité de son savoir-faire et acquis à l'évolution de son pays et au développement des entreprises locales. Il pourra ainsi, au terme de ses études, retourner dans son pays d'origine nanti de diplômes, d'un savoir-faire et des compétences qui lui permettront de mieux s'intégrer et de contribuer au développement de son pays. Il soutient que : « Après mes études, je retournerai dans mon pays ouvrir une société numérique afin de sécuriser les transactions financières qui permettra qu'elles s'effectuent de manière numérique pour qu'on ne se déplace plus avec de forte[s] sommes d'argents en espèce ». (Page 3 lettre de motivation) Il s'agit plus d'une question d'opportunité et de perspective de carrière qui déterminent son choix de poursuivre ses études en Belgique dans un établissement privé. A l'analyse du projet académique du requérant au prisme de la balance des intérêts en présence, il convient de noter que le cursus d'étude entamé au Cameroun n'est point comparable aux études de qualité supérieures en Informatique et cyber sécurité envisagée[s] en Belgique. Pour le moins que l'on puisse dire, la partie adverse a commis une erreur manifeste d'appréciation quant à l'appréciation de la situation du requérant et de la réalité des formations existantes au Cameroun dans le domaine de la cyber sécurité et surtout sur le fait que ces formations seraient mieux ancrées dans la réalité socio-économique du Cameroun comparativement au système belge. > Le requérant soutient par ailleurs que s'il n'est pas contesté qu'il a introduit sa demande de visa sur pied des articles 9 et 13 de la [Loi], il n'en demeure pas moins vrai qu'il a présenté un projet d'étude précis et viable après avoir déposé tous les documents requis dans le cadre de cette procédure. La simple allusion à la compétence discrétionnaire du délégué du Ministre et de la prétendue existence d'une formation équivalente à celle envisagée en Belgique dans son pays d'origine demeure insuffisante pour justifier la décision de refus de VISA. Le requérant estime qu'il y a violation des 9 et 13 de la [Loi] dans la mesure où ils se sont écartés du prescrit et des critères [prévus] par le législateur pour l'octroi de l'autorisation de séjour [étudiant] bien qu'il dispose en la matière d'un pouvoir discrétionnaire d'appréciation. Ces critères sont les suivants : la capacité de l'étudiant à suivre un enseignement de type supérieur; la continuité dans ses études; l'intérêt de son projet d'études; la maîtrise de la langue dans laquelle les cours sont donnés; les ressources financières; - l'absence de maladies; - l'absence de condamnations pour crimes et délits. Le requérant a sérieusement préparé son projet académique depuis quelques années en mettant un accent particulier sur les études envisagées, en faisant des recherches approfondies sur le cursus de sa formation, les méthodes d'enseignement, le type d'enseignement, le diplôme obtenu au terme des études et surtout les débouchés qu'offre cette formation dans une perspective d'intégration plus aisée dans le marché du travail de son pays d'origine. Pour le moins que l'on puisse dire, le projet d'étude est sérieux et précis et [...] ne laisse planer aucun doute quant

à la certitude du but de son séjour en Belgique qui est la poursuite de ses études supérieures. Les réponses données dans son questionnaire prouvent à suffisance sa volonté ferme de faire ses études en Belgique et sans toutefois constituer une tentative de détournement de la procédure de visa étudiant à des fins migratoires. Prudent et diligent, le requérant s'est assuré des garanties financières suffisantes pour assurer le financement de ses études dans le respect de l'article 60 de la [Loi]. Ambitieux et dynamique, le requérant a démontré à suffisance sa motivation à mener à terme ses études et d'obtenir [s]on diplôme de Master en expert système Informatique-cyber sécurité. Tel est le projet d'étude sérieux et ambitieux que le requérant souhaite réaliser en Belgique. Le requérant bénéficie du soutien financier indéfectible de son garant, couvrant l'intégralité de ses charges tout au long de ses études comme l'atteste l'engagement de prise en charge assortie de la mention « solvabilité suffisante ». Lors de sa demande de visa pour études, le requérant a respecté toutes les conditions relatives à l'absence de maladies et à l'absence de condamnations pour crimes et délits en déposant un certificat médical et un casier judiciaire exempt de toute condamnation ou de toute maladie pouvant constituer un danger pour la Belgique. Qu'il est [établi] que pour conclure à l'absence d'objet de la demande d'autorisation de séjour étudiant, il incombe à la partie adverse de démontrer que le dossier administratif de l'intéressé laisse entrevoir une fraude manifeste. La partie adverse se contente de souligner que « le requérant a introduit auprès du poste diplomatique belge pour son lieu de résidence une demande d'autorisation de séjour provisoire en Belgique sur base d'une attestation émanant d'un établissement d'enseignement privé » sans pour autant expliquer et justifier en quoi le choix de cet établissement constituerait un obstacle à la délivrance d'une autorisation de séjour pour la poursuite des études par le requérant. > Le requérant soutient que l'obligation de motivation formelle des actes administratifs a été violée[e] par la partie adverse lors de la prise de la décision querellée. Qu'en fin de compte et de manière surabondante, la motivation de la décision querellée est insuffisante et inadéquate dans la mesure [où] elle ne permet pas au destinataire de comprendre les véritables raisons de ce refus d'autorisation de séjour assorti d'un ordre de quitter le territoire. Le requérant renvoie mutatis mutandis à ce qui a été développé supra [...] sur la violation de l'obligation de motivation formelle des actes administratifs. La partie adverse soutient que ce rien dans le parcours scolaire/académique de l'intéressée ne justifie la poursuite de la formation choisie en Belgique et dans un établissement privé ». Le requérant ne comprend pas ce motif et estime que la partie adverse reste en défaut de définir les critères qui permettent de déceler les parcours scolaires/académiques qui donneraient accès aux études supérieures en Belgique. Il n'existe aucune liste d'éléments ou critères permettant à la partie adverse d'apprécier à l'analyse d'une demande de visa celui qui serait [susceptible] de poursuivre ses études en Belgique. Il convient de préciser que la partie adverse fait une appréciation sur les qualités et ou les capacités de l'étudiant à poursuivre ses études en Belgique alors même que cette prérogative revient exclusivement aux autorités académiques. De plus, à la lecture de l'arrêt Ben Alaya contre Bundesrepublik Deutschland, la haute juridiction avait décidé que les étudiants ressortissants de pays-tiers ayant obtenu une inscription dans un établissement doivent pouvoir obtenir un visa sans que les autorités consulaires aient un quelconque droit d'évaluer à nouveau le potentiel universitaire des intéressés. En effet, rappelle l'avocat général, il appartient exclusivement « aux établissements d'enseignement supérieur, et non au personnel diplomatique » d'évaluer la capacité d'un étudiant étranger à poursuivre des études dans un cursus déterminé. (Conclusions de l'avocat général sur l'affaire C491/13, § 53 - Mohamed Ali Ben Alaya contre Bundesrepublik Deutschland) Autrement dit, si les autorités académiques de l'école supérieure des technologies de l'information, l'école ont décidé après analyse du dossier du requérant de lui délivrer une inscription pour la poursuite de ses études en Master dans leur établissement c'est en parfaite connaissance de cause et il ne revient pas à la partie adverse de préjuger sur la formation envisagée et sur ses chances de réussite. Il n'était pas demandé à la partie adverse d'expliquer les motifs de ses motifs mais seulement de permettre au requérant de savoir pourquoi le visa lui a été refusé. Bien que disposant d'un pouvoir discrétionnaire, la partie adverse est tenue de répondre sur le plan de l'obligation de motivation formelle aux éléments invoqués qui tendent à justifier la nécessité de poursuivre les études en Belgique. Le requérant soutient que l'appréciation de la partie adverse quant aux éléments de son parcours académique, de son projet d'études, de sa motivation à poursuivre ses études est manifestement erronée ou [déraisonnable] au regard de son dossier administratif notamment de ses réponses données dans son questionnaire ASP. Le requérant ne tente nullement d'amener Votre Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie adverse mais essaye de mettre en exergue les erreurs d'appréciation et manquements commis lors de l'analyse de son dossier entraînant ainsi la violation de l'obligation de motivation formelle des actes administratifs. Dès lors que la motivation de la partie adverse sur cet élément ne repose sur aucune donnée vérifiable celle-ci doit s'analyser comme manifestement stéréotypée et inadéquate dans le cas d'espèce. [Le] moyen est [fondé] ; Que partant le moyen est sérieux et susceptible de justifier la suspension et l'annulation de l'acte attaqué ».

3. Discussion

3.1. Sur le moyen unique pris, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Quant à ce contrôle, le Conseil rappelle en outre que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cfr dans le même sens: C.E., 6 juil. 2005, n° 147 344 ; C.E., 7 déc. 2001, n° 101 624).

En l'occurrence, le Conseil observe que la partie défenderesse a motivé que « *Considérant que l'intéressé introduit auprès du poste diplomatique belge compétent pour son lieu de résidence une demande d'autorisation de séjour provisoire en Belgique sur base d'une attestation émanant d'un établissement d'enseignement privé ; considérant que ce type d'enseignement ne dépend pas des articles 58 à 61 de la loi du 15/12/1980 mais est régi par les articles 9 et 13 de la même loi ; considérant que dès lors on ne peut parler de compétence liée mais bien d'une décision laissée à l'appréciation du délégué du ministre ; considérant qu'après analyse du dossier, le délégué du ministre estime que rien dans le parcours scolaire/académique de l'intéressé ne justifie la poursuite de la formation choisie en Belgique et dans un établissement privé ; et ce alors même que des formations de même nature et dans le même domaine d'activité, publiques ou privées, non seulement existent au pays d'origine mais y sont de plus, mieux ancrées dans la réalité socio-économique locale ; en conséquence la demande de visa est refusée* ».

Le Conseil relève que, dans le questionnaire et la lettre de motivation figurant au dossier administratif, le requérant a mis en avant notamment que, comparativement aux études au pays d'origine, celles projetées en Belgique sont de meilleure qualité, accompagnées de plus de pratique et de renommée internationale.

Or, la partie défenderesse n'a aucunement motivé par rapport à ces éléments invoqués en temps utile.

3.2. En conséquence, la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation.

3.3. Au vu de ce qui précède, le moyen unique pris, ainsi circonscrit, est fondé et suffit à justifier l'annulation de la décision querellée. Il n'y a pas lieu d'examiner le reste du moyen unique pris, qui ne pourrait justifier une annulation aux effets plus étendus.

3.4.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse s'interroge à titre liminaire sur la persistance du caractère actuel de l'intérêt à agir. Elle développe que « *La partie adverse rappelle que la décision querellée répondait à une demande de visa pour des études durant l'année 2021-2022. Lorsque la cause sera fixée pour plaidoirie, un tel projet ne sera plus d'actualité. Dès lors, afin de vérifier la persistance dans le chef du requérant du caractère actuel de l'intérêt à agir, il y aura lieu de vérifier si, à ce moment-là, le requérant pourrait justifier d'une attestation d'inscription dans le même établissement, pour une future année académique et cela, au vu des motifs spécifiques de l'acte litigieux concernant la nature des études envisagées par le requérant dans un établissement privé en Belgique par rapport aux formations similaires existant au pays d'origine. Entre-temps et d'ores et déjà, la partie adverse émet toutes réserves à ce propos* ».

Durant l'audience du 26 avril 2022, la partie requérante a déposé une dérogation pour inscription tardive et a précisé que l'école a prévu un encadrement personnalisé pour le requérant. Elle a soutenu dès lors que le requérant maintient son intérêt au recours. La partie défenderesse s'est interrogée sur la valeur probante du document déposé par la partie requérante, dans la mesure où il est étrange de commencer un cursus au mois d'avril, et elle s'est référée à l'appréciation du Conseil quant à ce.

Au vu de l'attestation déposée par la partie requérante lors de l'audience précitée, laquelle émane de l'Ecole Supérieure des Technologies de l'Information et fait bien état d'une dérogation dans le chef du requérant pour arrivée tardive, le Conseil considère en tout état de cause que l'intérêt au recours de ce dernier ne peut être remis en cause.

3.4.2. Quant au fond du dossier, la partie défenderesse argumente dans sa note d'observations que « Le requérant [...] reproche [à] la partie adverse de ne pas avoir tenu compte des termes de sa lettre de motivation qu'il reproduit en partie. Cependant, les affirmations stéréotypées et générales y articulées ne sauraient être considérées comme valant justifications en bonne et due forme et formulées en temps utile quant au choix du Royaume. Plus concrètement, [...] le requérant était resté en défaut de démontrer, que cela soit dans sa lettre de motivation ou dans le questionnaire rempli par lui, préalablement à l'introduction de sa demande de visa, une inexistence objectivement vérifiable des structures d'enseignements identiques ou comparables dans son pays d'origine, les critères purement subjectifs et, qui plus est, généraux, [...] ne pouvant s'analyser comme valant une telle démonstration en bonne et due forme », ce qui ne peut énerver la teneur du présent arrêt. Le Conseil estime en effet que cela constitue une motivation *a posteriori* qui ne peut rétablir la motivation insuffisante de la décision entreprise, et il souligne qu'il n'est, à ce stade de la procédure, aucunement tenu d'en examiner la validité.

Par ailleurs, le Conseil rappelle que, via le questionnaire et sa lettre de motivation, le requérant a invoqué en temps utile que, comparativement aux études au pays d'origine, celles projetées en Belgique sont de meilleure qualité, accompagnées de plus de pratique et de renommée internationale.

4. Débats succincts

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La décision de refus de visa, prise le 29 novembre 2021, est annulée.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet.

Article 3.

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre mai deux mille vingt-deux par :

Mme C. DE WREEDE, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme E. TREFOIS, greffière.

La greffière,

La présidente,

E. TREFOIS

C. DE WREEDE